

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a principalement pour objet d'augmenter de 1 000 \$ à 3 000 \$ le montant des créances qui pourront faire l'objet d'un recouvrement devant la Division des petites créances de la Cour du Québec conformément aux dispositions du Livre VIII du Code de procédure civile.

Ce projet de loi a également pour objet de permettre aux personnes morales qui comptent au plus cinq personnes liées à elles par contrat de travail de se prévaloir du Livre VIII pour recouvrer, à titre de créancier, une petite créance.

Ce projet prévoit en outre que les frais relatifs à la présentation de la requête introductive d'instance et ceux relatifs à l'exécution forcée des jugements sont dorénavant déterminés par règlement du gouvernement. De plus, ce projet introduit une nouvelle tarification relative à la contestation de la requête et prévoit également que le gouvernement détermine par règlement le montant de ces frais.

Ce projet de loi modifie la règle de la représentation de la personne morale et prévoit certaines règles relatives à la preuve de son admissibilité devant la Division des petites créances. Il modifie également certaines règles applicables lors du référé et ajuste celles applicables en matière d'adjudication des frais par le juge du procès.

Enfin, ce projet de loi introduit une disposition transitoire en matière de référé.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

- Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25)
- Loi sur les cours municipales et modifiant diverses dispositions législatives (1989, chapitre 52)

Projet de loi 50

Loi modifiant le Code de procédure civile concernant le recouvrement des petites créances

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 953 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *a* du premier alinéa par le suivant:

« *a*) une créance qui n'excède pas 3 000 \$; »;

2° par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe *d* du premier alinéa, après le mot « physique », des mots « ou morale »;

3° par le remplacement, dans la dernière ligne du deuxième alinéa, du nombre « 1 000 » par le nombre « 3 000 »;

4° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Une personne morale ne peut, à titre de créancier, se prévaloir des dispositions du présent livre que si, en tout temps au cours de la période de 12 mois qui précède la demande, elle comptait sous sa direction ou son contrôle au plus cinq personnes liées à elle par contrat de travail. ».

2. L'article 956 de ce code est remplacé par le suivant:

« **956.** Une personne physique qui ne pourrait se prévaloir du présent livre comme créancier et qui est assignée, suivant ce livre, comme débiteur doit agir elle-même ou n'être représentée que par une personne liée à elle par contrat de travail.

Une personne morale qui se prévaut du présent livre comme créancier ou qui, suivant ce livre, est assignée comme débiteur doit n'être représentée que par un administrateur, un dirigeant ou une personne liée à elle par contrat de travail. ».

3. L'article 957.1 de ce code est modifié par le remplacement, partout où il apparaît, du nombre « 1000 » par le nombre « 3000 ».

4. L'article 958.1 de ce code est modifié par le remplacement de la dernière phrase du premier alinéa par ce qui suit : « Lorsque le créancier est une personne morale, la requête doit indiquer également qu'en tout temps au cours de la période de 12 mois qui précède la demande, il comptait sous sa direction ou son contrôle au plus cinq personnes liées à lui par contrat de travail.

La requête est signée par le créancier ou son mandataire et doit être appuyée d'un affidavit établissant la véracité des faits et l'exigibilité de la créance. ».

5. L'article 983 de ce code est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du nombre « 1000 » par le nombre « 3000 ».

6. L'article 984 de ce code est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« La demande, lorsqu'elle est formulée par une personne morale, doit notamment indiquer qu'en tout temps au cours de la période de 12 mois qui précède la demande, elle comptait sous sa direction ou son contrôle au plus cinq personnes liées à elle par contrat de travail. Cette demande doit être appuyée d'un affidavit établissant la véracité de ce fait. ».

7. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 984, du suivant :

« **984.1** La cause n'est continuée suivant les dispositions du présent livre que si le débiteur qui entend contester le bien-fondé de la réclamation du créancier dépose avec sa demande, auprès du greffier du tribunal d'où émane le bref, les mêmes frais judiciaires que ceux visés à l'article 989.1. Toutefois, si la demande est refusée, ces frais sont remboursés au débiteur.

Si la demande est acceptée, le dossier est alors transmis sans délai au greffier chargé de l'application du présent livre. ».

8. L'article 985 de ce code est modifié par le remplacement :

1° dans les troisième et quatrième lignes, des mots « un employé à son seul service » par les mots « une personne liée à lui par contrat de travail »;

2° dans la cinquième ligne, des mots « employé à son seul service » par les mots « administrateur, un dirigeant ou une personne liée à lui par contrat de travail ».

9. L'intitulé du titre VII du livre VIII de ce code est remplacé par le suivant :

« LES FRAIS ADJUGÉS PAR JUGEMENT ».

10. L'article 989 de ce code est remplacé par le suivant :

« **989.** Le créancier d'une petite créance doit déposer entre les mains du greffier ou transmettre avec sa requête, les frais judiciaires établis par règlement du gouvernement.

Si l'introduction de la demande est refusée, la somme transmise ou déposée avec la requête est remboursée au créancier. ».

11. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 989, des suivants :

« **989.1** Le débiteur d'une petite créance qui avise le greffier de son intention de contester le bien-fondé de la requête, conformément au paragraphe *d* de l'article 962, doit déposer entre les mains du greffier ou transmettre avec son avis, les frais judiciaires établis par règlement du gouvernement.

« **989.2** Le gouvernement établit par règlement le tarif des frais judiciaires visés aux articles 989 et 989.1. Il peut, dans ce tarif, prévoir des frais différents selon qu'ils sont exigibles d'une personne physique ou d'une personne morale.

Les actes de procédure pour lesquels ces frais sont exigibles ne peuvent être produits au greffe à moins que ces derniers ne soient versés. Toutefois, une personne qui démontre qu'elle reçoit des prestations en vertu d'un programme d'aide de dernier recours prévu à la Loi sur la sécurité du revenu (L.R.Q., chapitre S-3.1.1) est dispensée du paiement de ces frais.

Mention de la date de production de ces actes de procédure et, le cas échéant, de la date du versement des frais et de leur montant doit apparaître sur l'acte de procédure. ».

12. L'article 991 de ce code est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, de « prévus par l'article 989 et les » par « établis conformément aux articles 989 et 989.1 ainsi que celui des ».

13. L'article 992 de ce code est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du nombre « 1 000 » par le nombre « 3 000 ».

14. L'article 993 de ce code est modifié par le remplacement de la première phrase du paragraphe 4 par la suivante :

« 4. Le débiteur du jugement ne paie comme frais d'exécution que les frais d'huissier et les frais judiciaires établis par règlement du gouvernement. ».

15. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 994, du suivant :

« **994.1** Le gouvernement établit par règlement le tarif des frais judiciaires que le débiteur du jugement doit payer conformément au paragraphe 4 de l'article 993. ».

16. L'article 997.1 de ce code est modifié par le remplacement, dans la première ligne, de « Le troisième alinéa de l'article 955 s'applique » par « Les articles 955, 956 et 985 s'appliquent ».

17. L'article 81 de la Loi sur les cours municipales et modifiant diverses dispositions législatives (1989, chapitre 52) est modifié par l'insertion, au début, de « Sous réserve des dispositions de l'article 80, ».

18. Les causes pendantes devant la Chambre civile de la Cour du Québec le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*) ne peuvent faire l'objet d'un référé en vertu du titre V du livre VIII du Code de procédure civile que suivant les dispositions du livre VIII de ce code, telles qu'elles se lisaient avant cette date.

19. La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par le gouvernement.